



PRÉFET DE LA LOIRE



ARRETE N°54 /DDPP/2018
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire,

VU le Règlement (UE) n° 276/2010 du 31/03/10 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII (dichlorométhane, huiles lampantes et allume-feu liquides et composés organostanniques) ;

VU l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

VU le titre 7 du livre I du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L 171-7 ;

VU l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2009 modifié autorisant la société ATELIER DECAPAGE SERVICES à exploiter à SAINT ETIENNE, 5 rue Barrouin, un atelier de décapage de bois, métal et peintures ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 avril 2017 établi à la suite d'une visite d'inspection du 27 mars 2017, faisant apparaître des non-conformités auxquelles l'exploitant n'a pas remédié à ce jour ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 janvier 2018 établi suite au contrôle inopiné des rejets atmosphériques du site, faisant apparaître des valeurs d'émission en dichlorométhane 25 fois supérieures à la valeur limite d'émission ;

CONSIDÉRANT les non-conformités constatées au point 4 du Règlement (UE) n° 276/2010 du 31/03/10 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII (dichlorométhane, huiles lampantes et allume-feu liquides et composés organostanniques) ;

CONSIDÉRANT les non-conformités constatées aux articles 3.2.3 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2009 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser cette situation ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La société ATELIER DECAPAGE SERVICES sise à SAINT ETIENNE, 5 rue Barrouin, est mise en demeure de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société ATELIER DECAPAGE SERVICES réalisera **sous 1 mois** les actions ci-après :

- la mise à jour du tableau de classement du site au regard de la nomenclature des ICPE,
- l'établissement d'un programme de travaux de mise en conformité des installations avec les dispositions du Règlement (UE) n° 276/2010 du 31/03/10 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII (dichlorométhane, huiles lampantes et allume-feu liquides et composés organostanniques), avec échéancier pour réalisation sous 1 an maximum,
- l'établissement d'un plan d'actions pour ramener les émissions diffuses de dichlorométhane à 10 % des émissions totales, avec échéancier de réalisation sous 1 an maximum.

ARTICLE 3 :

La société ATELIER DECAPAGE SERVICES réalisera **sous 3 mois** les actions ci-après :

- mise en place d'un dispositif de traitement des émissions atmosphériques du site sur les extracteurs 1 et 2 de la zone de lavage haute-pression, adapté au traitement du dichlorométhane, pour ramener la concentration des rejets à 20 mg/Nm3.

ARTICLE 4 :

La société ATELIER DECAPAGE SERVICES réalisera **sous 1 an** les actions ci-après :

- les travaux de mise en conformité de ses installations aux dispositions du Règlement (UE) n° 276/2010 du 31/03/10 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII (dichlorométhane, huiles lampantes et allume-feu liquides et composés organostanniques),
- les travaux de mise en conformité de ses installations de décapage et lavage haute-pression pour ramener les émissions diffuses de dichlorométhane à 10 % de ses émissions totales.

ARTICLE 5 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 6 : En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et Monsieur le maire de SAINT ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie de SAINT ETIENNE où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT ETIENNE, le - 2 FEV. 2010

Le Préfet de la Loire,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Monsieur le gérant

société ATELIER DECAPAGE SERVICES

5 rue Barroin

42000 SAINT-ETIENNE

- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE

- Inspection de l'environnement DREAL UIT 42/43

- Archives

- Chrono

